

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Coronavirus : Libreville

NOMBREUX barrages, peu de véhicules sur les routes, marchés quasiment vidés de leurs clients, Librevillois obligés de marcher, etc, tel est le tableau posé hier sur la capitale gabonaise. Et telles sont les premières conséquences du confinement de Libreville et ses environs.

Serge A. MOUSSADJI &
Libreville/Gabon

"IL convient de retenir que le confinement prend effet le dimanche 12 avril à 24 heures ou encore le lundi 13 avril à 0 heure et durera 15 jours. Quant aux marchés, ceux-ci seront fonctionnels tous les jours de la semaine à la condition de l'observation stricte des mesures barrières, de distanciation sociale, du port du masque et des gants. Il convient de souligner que pendant cette période de confinement, à l'exception des personnels des services essentiels des secteurs public, parapublic et privé habilités, la circulation entre les différentes communes ou à l'intérieur de celles-ci est strictement interdite. Les populations sont tenues de rester chez elles. Les seules sorties autorisées en dehors du cadre résidentiel doivent obéir aux besoins d'alimentation, de santé, d'inhumation ou professionnel". Voici les points qu'on peut retenir du communiqué du ministère de l'Intérieur daté du 11 avril passé. Du coup, dès lundi, la ville de Libreville avait des allures de ville morte. Les rues étaient désertes et les rares citoyens qui s'étaient aventurés à mettre le nez dehors, pour diverses raisons, n'avaient pas pu trouver le moindre moyen de locomotion. Les taxis, faute de laissez-passer, étaient garés. Une situation identique pour plusieurs automobilistes. Pour de nombreux observateurs, la

raison était liée à ce que ce lundi était un jour férié. Pâques oblige. "Il risque d'y avoir plus de monde dans les rues demain", avaient-ils averti. Hier, cela a été effectivement le cas. Il y a eu un peu plus de monde dehors, sans que cela ne soit la folie des jours ordinaires. Hier, les

taxis étaient toujours à l'arrêt. Les routes étaient toujours très peu fréquentées, les conducteurs évitant le plus possible d'avoir affaire aux militaires ou aux gendarmes surveillant les multiples barrages sans laissez-passer. Là, les véhicules des services dits essentiels passaient sans problème, les autres devaient montrer patte blanche. Les gérants des stations-service faisaient grise mine, peu d'automobilistes venant s'y ravitailler. Seuls les lieux de commerce (comme les pharmacies, les moyennes surfaces ou encore les boulangeries) étaient pleins de monde. Chacun voulant faire le plein en prévision des prochains jours.

Sauf que beaucoup, qui n'avaient pas de voitures personnelles, ont vite déchanté. Après avoir dévalisé quelques rayons, ils ont dû, les bras chargés, qui de pain, qui de lourds sachets contenant des boîtes, regagner leur domicile à pied. Puisqu'il n'y avait pas de taxis. Il n'était donc pas rare, hier, de voir des Librevillois demander à monter dans les véhicules qui arrivaient à leur hauteur. Dans certains endroits, comme la gare routière, des gens, en file indienne, attendaient un hypothétique bus de Sogatra ou de Trans'Urb. Dans leurs gestes et leurs regards se lisaient le désespoir et la fatigue.

Au carrefour Léon Mba, dans la rue qui mène à la célèbre tour du marché Mont-Bouët, des Bérêts verts dressent un barrage. Il est 14h30 ce mardi. Ici, comme à la gare routière, des vendeurs de fruits et légumes attendent un potentiel client. Dans ce lieu, comme dans les autres marchés, le coronavirus est désormais présent dans les esprits. Les commerçants ont un masque et les quelques clients aussi. Ceux qui n'en ont pas se protègent avec une serviette ou un foulard quand ils passent à LA hauteur d'un attroupement.

Mais on sent rapidement que le Covid-19 y fait d'autres ravages. Les personnes croisées oscillent entre colère, résignation et envie de s'en sortir. A quelques mètres de l'équipe de reportage, une

vieille vendeuse de banane plantain répond violemment à une autre. "Où vois-tu des clients. Depuis qu'ils ont mis cette barrière ce matin, il n'y a personne. Je vais rentrer sans avoir rien vendu". Un jeune vendeur d'oignon préfère vendre sa marchandise à perte. "Sauté de coronavirus, je fais ça pour ne pas voir mes produits pourrir entre mes mains". Au marché d'Oloumi, c'est la même chanson. Si dans la zone, pharmacies et boulangerie ont des clients, les marchandes de fruits et légumes sont loin de se satisfaire de la situation. Les recettes ayant fortement diminué. "Nous savons que le coronavirus existe et sommes d'accord avec les mesures prises par le gouvernement. Mais cela devient difficile pour nous. Comment fait-on pour sortir de nos domiciles et venir au marché, pour aller prendre nos marchandises dans les différents lieux de ravitaillement ? Nous n'avons pas de laissez-passer et rien ne justifie que nous sommes des commerçants. Ouvrir les marchés est une bonne chose, mais nous n'habitons pas à proximité de ces lieux. Du coup, certains ne sont pas là aujourd'hui. Que l'Etat nous aide, nous en avons besoin", a soupiré Mme Anastasie, présidente des commerçantes d'Oloumi.



Les étals du marché d'Oloumi peu ravitaillés à l'heure du confinement



presque déserte

Rompre avec les erreurs du passé



ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

AU deuxième jour du confinement total du Grand Libreville, plusieurs questions se posent encore quant à l'atteinte du principal résultat escompté, à savoir la limitation au maximum de la propagation du coronavirus. Ces questions sont davantage pertinentes parce qu'officiellement nous sommes en état d'urgence. Ce qui explique une situation d'exception qui devrait conduire les autorités à plus de fermeté et de rigueur. Il a été décidé le confinement total de Libreville et ses environs (Owendo, Akanda et Ntoum). Le gouvernement avait même précisé qu'exceptés les agents des "services essentiels", tout autre déplacement autorisé devrait être jugé nécessaire. Sinon, il fallait rester chez soi. On ne reviendra pas sur la notion de "services essentiels", parce qu'aux yeux de certains, c'est devenu un "fourre-tout". On relève que si le Gabon en est arrivé à l'état d'urgence, c'est en partie à cause du laxisme dont a fait montre le gouvernement en oubliant de veiller sur l'application stricte des premières mesures prises dès l'apparition du premier



Photo: DR/L'Union

cas de contamination dans notre pays. On a prôné le respect de la distanciation sociale sans veiller à ce qu'elle soit observée, ne serait-ce que dans les lieux publics comme les marchés. On a décrété un couvre-feu de 19h30 à 06h du matin, sans prévoir des patrouilles jusque dans les quartiers ; on a interdit les transports urbains et suburbains, sans mettre en place un dispositif strict pour faire respecter la mesure. Pendant ce temps, les gens continuent à circuler normalement ; etc. Aujourd'hui, au regard de la manière dont les choses se passent sur le terrain, il y a de quoi avoir des craintes. Parmi les questions que d'aucuns se posent, il y a celle-ci : finalement le confinement ne concerne-t-il que les véhicules ? Tout porte à croire que le gouvernement a du mal à faire en sorte que les populations qui n'ont rien à faire dehors restent réellement à la maison. L'expérience a montré que c'est une erreur de croire à l'auto-conscientisation au Gabon. Le gouvernement doit donc changer d'approche. Surtout ne pas perdre de vue que "les mêmes causes produisent les mêmes effets".

Un assouplissement préjudiciable

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE dispositif sécuritaire mis en place pour garder confinés chez eux les habitants du Grand Libreville présente déjà des failles. Et ce depuis lundi en fin de journée. Au point qu'il n'était pas surprenant hier de croiser certains compatriotes arpenter les rues des villes d'Akanda, Ntoum et, surtout, Libreville, en toute violation des dispositions régissant le confinement total décrété en fin de semaine dernière par le gouvernement. D'après ce qui nous revient, les forces de défense et de sécurité auraient assoupli le dispositif sécuritaire sur ordre pour, dit-on, permettre à certains compatriotes



Photo: Wilfried MBINAH

d'obtenir des laissez-passer délivrés par les ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale. Cet assouplissement devrait, selon la même source, s'étaler jusqu'à vendredi. Toutefois, cette décision officielle, jusqu'à présent, a clairement le gros inconvénient de fragiliser ce confinement total visant à ralentir la propagation du Covid-19. Alors que dans la matinée de lundi, les habitants de la capitale étaient restés chez eux, en fin de journée, plus de la

moitié des barrages étaient levés au prétexte dudit assouplissement. Et certains compatriotes de se demander pourquoi, une fois de plus, toutes les dispositions n'avaient pas été prises pour éviter des couacs dont le corollaire est la violation ostensible de la règle au point d'exposer plusieurs quartiers et foyers au nouveau coronavirus dont le nombre au Gabon ne fait que croître. Il est donc du devoir du gouvernement de faire appliquer, dans sa forme initiale, à travers une fermeté sans faille, le confinement total du Grand Libreville, sans donner l'impression de se faire déborder par des contingences qui exposent le pays entier au Covid-19 qui est bien présent dans nos murs.